

Ce furent des jours heureux et d'illusions que ceux où le gouvernement du Canada put croire qu'il pourrait augmenter chaque année la population du Canada d'une centaine de mille immigrants. Ce furent des jours heureux et d'illusion que ceux où le gouvernement du Canada—d'après ses propres rapports—put croire qu'il pourrait ajouter à la population du Canada, en dix ans, pas moins de 800,000 âmes qui, cependant, n'ont pu être trouvées lorsque le recensement a été pris. Ces immigrants avaient disparu, et avec eux, je regrette de le dire, une fraction considérable de la population indigène.

Mais que firent alors les manufacturiers de coton ? Ils avaient déclaré qu'ils avaient besoin de 600,000 âmes de plus pour tenir leurs manufactures en opération ; et, cet accroissement ne s'était pas réalisé.

Comme je l'ai dit, ils se montrèrent à la hauteur de la situation, et ils se constituèrent en syndicat. Ils achetèrent toutes les filatures de coton—à l'exception d'une seule, je crois—et les placèrent sous la même gestion. Quelques-unes furent fermées, mais malgré leur inactivité, leurs actionnaires continuèrent à recevoir des dividendes, tandis que leurs employés avaient été obligés de se tirer d'affaires ailleurs le mieux qu'ils le purent.

Ainsi, sous le système économique qui devait procurer de l'ouvrage à tous ceux qui en demanderaient, on a vu jeter les ouvriers dans les rues, tandis que les actionnaires recevaient des dividendes pour leurs filatures fermées.

La production de cotonnades fut restreinte, et sur cette production restreinte on put réaliser des profits plus grands aux dépens du consommateur canadien, obligé de payer des taxes non seulement au trésor public, mais aussi aux filateurs de coton.

C'est ici, M. l'Orateur, où se trouve la source du mal, la cause de la dépression. La dette publique a été augmentée sous de faux prétextes, et la même chose peut être dite du tarif qui nous a été imposé. La dette publique a été créée sur la promesse qu'il nous arriverait une telle affluence de population dans les Territoires du Nord-Ouest, que, dans huit années tout au plus, il y aurait dans le trésor une somme suffisante pour éteindre cette dette.

Quant au tarif, il fut imposé sur la promesse que la population deviendrait assez nombreuse pour rendre la taxation supportable.

Or, M. l'Orateur, nous savons maintenant que toutes ces espérances se sont évanouies. Au début, toutes nos espérances s'étaient portées sur ces vastes plaines qui s'étendent des collines rocaillieuses du lac Supérieur au versant oriental des montagnes Rocheuses, et qui constituent, je dois le dire, un des plus magnifiques domaines.

Quelque grandes que fussent ces espérances, elles n'étaient pas, cependant, extravagantes, mais nous savons trop bien comment elles furent déçues.

Les immigrants arrivèrent dans ces plaines, mais l'immigration se mit à décroître, et, pendant un certain temps, elle cessa presque entièrement.

Quelle en fut la cause première ? La principale cause, et je défie la contradiction, c'est le tarif élevé qui pèse sur le consommateur canadien. Le tarif élevé, imposé par les honorables membres de la droite, et maintenu par eux, a produit ce résultat.

Ce tarif a fait de la culture du sol une occupation ingrate et non rémunératrice.

Nous ne pouvons augmenter le prix des céréales. Ce prix est tombé, et il en est de même des prix

des autres produits agricoles, comme la chose est admise dans le discours du trône.

Nous ne pouvons augmenter le prix d'un boisseau de blé ou d'une livre de fromage. Mais il fut un temps où la prétention des honorables chefs de la droite était qu'ils pouvaient augmenter ces prix.

Nous ne pouvons rien faire sous ce rapport pour le cultivateur. Mais le cultivateur du Nord-Ouest, comme celui de toute autre partie du Canada, constate qu'il est tenu de payer des prix exagérés pour tout ce qu'il est obligé d'acheter, bien que les prix de ses produits aient baissé.

Et cela est le résultat de la politique de ceux qui occupent actuellement les banquettes ministérielles.

Le cultivateur canadien est tenu d'acheter aux prix élevés par la protection, tandis qu'il est obligé de vendre aux prix réduits du libre-échange.

Le résultat de la politique ministérielle est celui-ci : le cultivateur canadien est tenu de vendre non sur le marché où les prix sont les plus élevés, mais où les prix sont les moins élevés, tandis qu'il est obligé d'acheter ce qu'il lui faut sur le marché où les prix sont les plus élevés.

C'est ce qui cause ce que l'on désigne, du côté de la droite, sous le nom de "crise."

Que faudrait-il donc faire ? Quelle ligne de conduite devrions-nous adopter ? La ligne de conduite à suivre serait de repasser ce que nous avons fait depuis quinze ans, et d'adopter un mode de taxation plus judicieux.

La ligne de conduite à suivre est de faire du Canada un pays où la vie est à bon marché, et jusqu'à ce que cela soit fait, il est inutile aux honorables membres de la droite d'espérer que le Canada pourra prospérer.

Jusqu'à ce que le Canada soit devenu un pays où la vie est à bon marché, on attendra en vain le peuplement des plaines du Nord-Ouest, et l'on attendra en vain une prospérité qui nous a été promise depuis quinze ans, mais qui est encore à venir.

Tel est le but à atteindre, tel est le moyen à employer.

Mais ce but et ce moyen, vous attendrez en vain que les honorables ministres s'en occupent.

Ce but sera atteint et ce moyen sera pris lorsque la petite opération d'il y a deux jours, sera faite sur un plus grand pied et que tout le peuple du Canada, de l'Atlantique au Pacifique, aura déposé son opinion dans l'urne électorale.

M. FOSTER : Vous réussissez mieux dans les petites opérations.

M. LAURIER : Pourquoi n'essayez-vous pas les plus grandes, si celles-ci vous sont plus avantageuses ?

Mon désir est d'être un adversaire loyal, et de reconnaître tout ce qui peut être favorable aux honorables chefs de la droite.

Il y a, dans le discours du trône, une admission d'un certain fait qui existe. Cette admission, c'est que les finances ne sont pas aussi bonnes qu'elles pourraient l'être. Mais, bien que vous cherchiez du commencement à la fin de ce discours, un seul mot concernant l'existence d'un déficit, il vous est impossible de découvrir ce mot.

La chose y est, cependant, et voici ce que nous lisons :

Bien qu'elle n'ait pas produit une réduction considérable dans le volume de notre commerce avec l'étranger,